

Faute d'un soutien du Parlement à Londres sur le Brexit

## Boris Johnson espère un nouvel accord avec Bruxelles



Le Premier ministre britannique Boris Johnson. © D.R

**Le Premier ministre britannique a martelé qu'il ne demanderait "pas de nouveau report" du Brexit, déjà repoussé par deux fois.**

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a déclaré hier qu'il allait "s'évertuer à obtenir un accord" d'ici à un sommet européen les 17 et 18 octobre à Bruxelles, lors d'un Conseil des ministres tenu hier à Londres, a indiqué le porte-parole du gouvernement. "Boris Johnson tiendra plus de réunions avec les dirigeants de l'UE. Le Premier ministre se rendra à Bruxelles la semaine prochaine", a déclaré le porte-parole du gouvernement. Il a également déclaré que David Frost, le conseiller en chef du Premier ministre pour le Brexit, s'est rendu à Bruxelles pour des entretiens avec l'équipe du Brexit de l'UE aujourd'hui et vendredi.

Toutefois, le Premier ministre a déclaré qu'il dirigerait un gouvernement d'une nation qui respecterait le résultat du référendum en quittant l'Union européenne le 31 octobre.

Les déclarations de Boris Johnson interviennent au lendemain d'un nouvel échec essuyé au Parlement, qui a refusé de voter en faveur des élections anticipées. Ce vote est intervenu avant que le Parlement ne soit suspendu jusqu'au 14 octobre, deux semaines seulement avant la date prévue pour le Brexit. Avec 293 voix pour, loin des deux tiers des sièges requis pour déclencher un scrutin, les députés ont mis en échec pour la deuxième fois en cinq jours la proposition de Boris Johnson, qui voulait que les électeurs soient appelés aux

urnes le 15 octobre.

Avant le vote, Boris Johnson a assuré qu'il ne demanderait "pas un nouveau report" du Brexit, prévu le 31 octobre, en dépit d'une loi entrée en vigueur lundi après l'assentiment de la reine Elizabeth II.

Recours en justice, démission ou autre, Boris Johnson n'a pas expliqué comment il comptait s'y prendre. "Si vous voulez un délai, alors votez pour des élections générales !", a-t-il lancé au leader de l'opposition Jeremy Corbyn qui, selon lui, craint d'être défait dans les urnes. Celui-ci a répliqué qu'il voulait une élection, mais se refuse à "risquer le désastre" d'une sortie de l'UE sans accord.

L'opposition qui fait front commun contre le Premier ministre veut d'abord s'assurer que la perspective d'un "no deal" soit écartée et que le Brexit sera

repoussé de trois mois, comme le Parlement l'a voté la semaine dernière.

Ce texte oblige le Premier ministre à demander ce report à l'UE s'il n'obtient pas d'accord de sortie d'ici au 19 octobre. "Des élections générales vont venir. Mais nous n'autoriserons pas Johnson à en dicter les termes", a déclaré hier le chef des travaillistes, Jeremy Corbyn, au congrès annuel de la confédération des syndicats britanniques. Lundi, le président de la Chambre des Communes, John Bercow, a annoncé sa démission, en réaction à la suspension du Parlement par Boris Johnson.

**Karim Benamar**